

Principales conclusions

Dans l'objectif de soutenir une dynamique de croissance, ainsi que de répondre aux besoins d'emplois des diplômés, les états du Maghreb ont développé, au début des années 2000, des politiques de renforcement des infrastructures de leurs territoires métropolitains, visant à améliorer leur insertion dans l'économie mondiale des flux de connaissance.

Ces politiques fédératrices se situent à la jonction de plusieurs problématiques, telles que la promotion des hautes technologies et de l'innovation, l'aménagement du territoire, l'attractivité vis-à-vis des IDE.

C'est dans ce cadre qu'ont émergé les premiers projets technopolitains qui, en associant entreprises, universités et centres de recherche, font partie intégrante des stratégies de développement local et sont au cœur de la mise en œuvre d'une « économie de la connaissance » méditerranéenne.

Le développement de projets technopolitains dans la région du Maghreb est aujourd'hui suffisamment avancé pour permettre une analyse précise des conditions de leur réussite.

La question de la pertinence d'une telle démarche stratégique, tant au niveau de leur insertion dans les stratégies urbaines des métropoles, qu'à celui de leur impact en matière de développement économique local, et de leur attractivité vis-à-vis des IDE est posée.

Le séminaire, placé sous le patronage du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Technologie tunisien, a été organisé conjointement par la Banque Mondiale (le bureau de Marseille), la ville de Marseille et la Coopération Technique Allemande, en partenariat avec la Communauté Urbaine Marseille-Provence-Métropole, Marseille Innovation, la CCIMP, Medibtikar, la Banque Européenne d'Investissement et la Ville de Tunis.

Ce séminaire, qui s'est tenu les 19 et 20 juin 2007 à Tunis, a confronté les expériences et bonnes pratiques entre décideurs publics nationaux et locaux et managers des technopoles de l'ensemble des pays du Maghreb, nourries d'expériences étrangères, à partir notamment d'études de cas.

Le séminaire s'est organisé autour de cinq enjeux-clé :

- l'enjeu de la bonne gouvernance, car ce sont des projets par nature multi-partenariaux,
- l'enjeu de la qualité des services rendus aux entreprises qui s'implantent et se développent, car c'est la clé de l'attractivité,
- l'enjeu des villes compétitives, fondé sur un dialogue fort entre économistes et urbanistes, une stratégie urbaine réussie suppose, dans ce cas de figure, une stratégie technopolitaine ambitieuse,
- l'enjeu des réseaux de connaissance, de R&D et des systèmes régionaux de l'innovation, les technopoles et pôles de compétitivité sont assimilés à des « têtes de pont » de ces réseaux, dans quelle mesure ils remplissent efficacement leur rôle,
- l'enjeu financier, l'ampleur des besoins financiers nécessite une diversification des sources de financement et une ingénierie financière complexe.

Les résultats du séminaire sont nombreux.

Quelques idées clé se dégagent de la réflexion. En l'occurrence, pour que les technopoles puissent être un ingrédient de la croissance des pays émergents, ils doivent tenir compte des préoccupations effectives de ces économies, que sont l'emploi des diplômés, la valorisation des compétences, l'attraction indispensable des investissements étrangers, qui « boostent » ces projets et l'offre d'opportunités pour les diasporas. Partant également du fait que pour contribuer à la compétitivité régionale, les technopoles ne peuvent être un isolat dans un territoire. Leur insertion dans les stratégies locales de développement économiques et urbaines, ainsi qu'un positionnement stratégique qui permette une certaine complémentarité sectorielle constitue autant de facteurs de succès.

Enfin, il n'existe pas de modèle idéal transposable, on peut toutefois repérer les ingrédients essentiels :

- identifier le potentiel scientifique et technologique,
- développer les infrastructures,
- construire un projet en coordination avec l'ensemble des acteurs partie-prenante, tant au niveau national, que local,
- faire communiquer et mettre en réseau les acteurs du pôle.

Des ouvertures ont été évoquées, qui ont trait à la coopération euroméditerranéenne.

La dimension régionale au niveau du Maghreb est une opportunité pour capitaliser dans une logique d'intérêt mutuel. La consolidation d'un réseau de managers de technopoles constitue une première piste de travail. La création d'un club de décideurs publics a également été évoquée.

Les suites du séminaire demandent à être bien entendu approfondies, quatre ont été identifiées :

- un annuaire des acteurs technologiques de la Méditerranée sera réalisé, contribuant à la promotion d'une plus grande lisibilité de l'espace méditerranéen de l'innovation ;
- un « guide book » constituant une « boîte à outils » pour les technopoles en région MENA ainsi que la constitution d'indicateurs permettant d'observer l'évolution des technopoles sont envisagés ;

- il a été rappelé l'intérêt d'avancer vers la constitution d'un réseau de décideurs publics, associant le niveau national et les métropoles,
- enfin, ce séminaire régional doit trouver son « pendant » au Mashrek, ce dernier est programmé pour 2008.

Retrouvez toutes les informations sur Euromedina.org, le site du Réseau Urbain Europe MENA

Banque Mondiale
 Guy Fleuret
 Conseiller pour le développement
 économique urbain
 Villa Valmer
 271, Corniche Kennedy
 13007 Marseille FRANCE
 Tél : + 33 4 91 99 24 46
 Fax : + 33 4 91 99 24 79
 e-mail : gfleuret@worldbank.org

Ville de Marseille
 Clotilde Boutrolle
 Chargée de mission
 Département des Relations
 Internationales
 Palais du Pharo
 58, bd Charles Livon
 13007 Marseille FRANCE
 Tél : + 33 4 91 14 64 59
 Fax : + 33 4 91 14 65 01
 e-mail : cboutrolle@mairie-marseille.fr

**GTZ Coopération Technique
 Tuniso-Allemande**
 M. Detlev Jahm
 Coordinateur de Projets
 Bureau de Mise à Niveau
 BP 411 - 1002 Tunis Belvédère
 TUNISIE
 Tél : + 216 71 848 116
 Fax : + 216 71 845 985
 email : bm.n.gtz@gnet.tn

